

*L'habitation—Loi*

politique ou leur idéologie le leur interdit. Le député de Saint-Jean-Ouest (M. Crosbie) l'a reconnu à un certain nombre de reprises. Je suis persuadé que sa franchise ne plaît pas à certains de ses collègues. Il a du moins eu la décence d'admettre à un certain nombre de reprises que les conservateurs prendraient à peu près les mêmes mesures que les libéraux. Nous avons pu le constater lorsqu'ils ont pris le pouvoir en 1979.

Nous devons nous pencher à nouveau sur la notion d'usure. Cette dernière était considérée comme un péché avant que nous n'adhérions aux valeurs socio-économiques capitalistes. Il s'agit de déterminer si nous devrions continuer d'admirer les gens qui exercent ce pouvoir sur notre économie et nos vies en nous vendant l'argent qu'ils possèdent à des taux exorbitants. C'est là notre système de valeurs à l'heure actuelle. Nous admirons les banques. Nous admirons ce genre de pouvoir et de richesses. Faut-il continuer à leur permettre d'exercer ce pouvoir et cette influence sans tenir compte du bien commun et de l'intérêt public ni des répercussions qu'auront les décisions prises en haut lieu sur la vie des Canadiens ordinaires? Le Nouveau parti démocratique croit qu'il est temps d'intervenir. Nous devrions trouver un moyen, et il existe, de subordonner l'économie à l'idéal humain de justice et au bien-être de l'humanité. Après tout, monsieur le Président, l'économie a été créée pour l'homme et non l'homme pour l'économie.

● (1230)

On vient de me dire ce matin que le terme anglais «mortgage» (hypothèque) signifiait «gage jusqu'à la mort» en latin. Je n'ai fait du latin qu'en neuvième année, aussi ne puis-je me rappeler si cela est exact ou non, mais c'est ce qu'on m'a dit. Toutefois, étant donné les taux d'intérêt et les circonstances actuelles, c'est exactement ce qu'est une hypothèque au Canada, un gage jusqu'à la mort. La vie d'une personne est à la merci des banques jusqu'à sa mort. Elle ne sera jamais vraiment propriétaire de sa maison. Il n'est pas nécessaire qu'il en soit ainsi, monsieur le Président.

Les usuriers ne devraient pas pouvoir imposer leur volonté dans le monde. Tout ce qu'il nous faut, c'est la volonté politique et morale de s'opposer à ce que je considère comme du vol organisé de la part des banques qui s'approprient la vie même des gens. Cette pratique ne peut être juste, monsieur le Président. Peu importe les efforts de raisonnement pour la justifier, cette pratique ne peut pas être juste.

Il nous faut redécouvrir le sentiment d'indignation qu'elle inspirait autrefois. Nous sommes devenus trop indulgents à cet égard. Nous en sommes venus à l'accepter comme on tolère le mauvais temps qui n'en finit pas. Mais cette pratique n'est pas assimilable au mauvais temps car elle résulte de décisions humaines et peut changer à la suite de décisions humaines. La situation peut changer quand les hommes prennent collectivement la décision politique de remédier à la façon dont les taux d'intérêt sont établis dans le pays et à la façon dont sont organisées les affaires financières. En dernière analyse, monsieur le Président, nous ne discutons pas simplement d'une question technique. Nous nous livrons à un débat sur les valeurs et sur les obligations de chacun dans notre société.

La question est trop importante pour être laissée aux économistes. En fait, presque toutes les questions auxquelles je peux songer sont trop importantes pour leur être laissées car des économistes, on en trouve à la pelle. Il y en aura toujours un

pour professer presque n'importe quelle théorie que l'on voudra voir avancée car les économistes ne pratiquent pas le genre de science que l'on pense, monsieur le Président. Au bout du compte, la pensée économique est plus un exercice moral qu'intellectuel car elle tient compte surtout du bien collectif et des moyens économiques à prendre pour atteindre cet objectif.

Nous nous efforçons, en ce qui nous concerne, d'enseigner aux gens que l'économie est l'aboutissement non pas des forces aveugles et incontrôlables du marché, mais de décisions s'inspirant d'une certaine conception de la nature des choses. Si les hommes pouvaient en arriver à considérer l'économie dans cette perspective, ils ne tarderaient pas à trouver les moyens d'assurer les besoins de l'humanité tout entière et non pas uniquement ceux de l'élite financière. Je crois que nous n'aurons pas perdu notre temps si nous profitons de l'étude de ce projet de loi pour nous poser ce genre de questions. J'espère donc avoir, dans une certaine mesure, suscité cette prise de conscience ce matin.

**M. Doug Lewis (Simcoe-Nord):** Monsieur le Président, je n'aurais pas voulu manquer ce débat pour rien au monde car après quatre ans et demi d'inaction de la part du parti libéral, je trouve rafraîchissant que pour une fois au moins, il se décide à faire quelque chose.

La Chambre se rappelle certes qu'au début des années 1980, le gouvernement a pratiqué une politique délibérée de l'argent cher. Pareille politique allait naturellement faire monter les taux d'intérêt hypothécaires qui ont atteint les niveaux intolérables de 14, 16, 18, 20, voire 22 p. 100. Des familles ont perdu leur maison qui a été saisie ou vendue pour rembourser l'hypothèque et en pleine période de chômage et de compressions salariales, ceux qui ont tenu le coup se sont aperçus qu'ils devaient consacrer une proportion anormalement élevée de leur revenu à rembourser leur hypothèque. Le marché de l'immeuble est tombé parce que les propriétaires de maison étaient forcés de vendre leur maison et que la durée de l'hypothèque est passée de cinq ans, à trois ans, et puis de deux ans à un an, voire à six mois.

Cette politique libérale de l'argent cher a semé la confusion dans le secteur de l'habitation et la panique parmi les propriétaires de maison. Au parti progressiste conservateur, nous avons constamment réclamé des mesures propres à instaurer la stabilité dans le logement, tant pour les propriétaires que pour les constructeurs. Le parti libéral leur a tourné le dos.

Mais enfin, ramené à la dure réalité par l'opinion publique, le gouvernement s'est ravisé et, dans le budget de février, le ministre des Finances (M. Lalonde) a promis des mesures pour venir en aide aux propriétaires de maison individuelle. Le parti conservateur peut donc s'enorgueillir d'avoir forcé le parti libéral à prêter l'oreille aux simples citoyens plutôt qu'aux banques et aux autres établissements financiers.

Je ne puis cacher ma stupéfaction de voir que le Nouveau Parti démocratique se fiche du propriétaire de maison individuelle. Les députés NPD écartent ce projet de loi *a priori*. Quelle raison a bien pu pousser les députés NPD à laisser tomber les propriétaires de maison individuelle? Ce projet de loi est loin d'être parfait, mais comme député j'aimerais dire à mon collègue du Nouveau Parti démocratique que nous avons